

Le retour de BHV

Articles

Le 12 mai 2008 |

80 voix pour. 60 voix contre. 2 abstentions. Le 8 mai dernier, les partis flamands ont inscrit la scission de BHV à l'agenda de la Chambre. Les députés ont voté, néerlandophones contre francophones. Est-ce bientôt la fin du gouvernement mis en place, en Belgique, il y a seulement quelques mois ? Est-ce bientôt la fin de la Belgique, telle que nous la connaissons ? Ce qui est certain, c'est que le Premier ministre, Yves Leterme, paraît de plus en plus fragile.

En juin dernier, les Belges votaient. Problème : au Nord du pays, les néerlandophones votaient pour des candidats qui voulaient une réforme institutionnelle du pays. Au Sud, les candidats élus n'étaient pas demandeurs d'une telle réforme. Résultat : il a fallu des mois pour que l'on puisse trouver un accord et donc un gouvernement qui puisse gérer cette situation. Tout y est passé : informateur, formateur, explorateur, sages ...

BHV

Ce qui coinçait surtout, c'est le sort de BHV. BHV, ce sont les initiales de Bruxelles-Hal-Vilvorde. C'est un arrondissement judiciaire et un canton électoral. BHV regroupe les 19 communes bilingues de Bruxelles, et les 16 communes flamandes de Hal et de Vilvorde.

Les Flamands veulent couper BHV en deux. D'un côté, les communes de Bruxelles, de l'autre, les communes flamandes tout autour de Bruxelles. Problème. Dans certaines de ces communes en territoire flamand, la majorité des habitants est francophone. Ces communes sont les communes à facilités... Les élus communaux y sont aussi le plus souvent francophones. Mais les conseils communaux se déroulent en néerlandais... Les bourgmestres de cette commune sont sous la tutelle de la Région flamande, qui traîne les pieds pour les nommer.

Cette situation absurde découle d'accords pris dans le passé. Sous la pression des Flamands, on a cessé en 1961, d'organiser le référendum linguistique dans les communes belges. Et en 1963, la frontière linguistique a été fixée une fois pour toutes...

Il faut donc trouver un accord sur BHV. Un accord qui devra satisfaire tout le monde : au Nord et au Sud du pays. On a même créé, sous le gouvernement précédent, une commission spéciale à la Chambre pour s'occuper de BHV.

Yves Leterme, Monsieur 800 000 Voix

Un homme affirme qu'il peut trouver rapidement une solution à BHV. Il vit au Nord du pays. Il s'appelle Yves Leterme. Yves Leterme est à la tête du cartel CDV-NVA. Le CDV est le

parti chrétien flamand, qui avait perdu les élections précédentes. La NVA, c'est un parti nationaliste qui veut l'indépendance de la Flandre. Yves Leterme a voulu unir ces deux partis. Yves Leterme affirme que scinder BHV, cela ne demande pas plus que 5 minutes de courage politique. Et 800 000 électeurs flamands votent pour lui.

Les négociations pour former le nouveau gouvernement ont duré longtemps. Résultat, la Chambre et le Sénat avaient repris leurs travaux, alors que le gouvernement n'était pas encore en place. Et les partis flamands réunis en Commission de la Chambre avaient voulu faire pression sur les francophones. En novembre 2007, en commission intérieure de la Chambre, ils avaient voté la scission de BHV. Néerlandophones contre francophones. Les francophones avaient considéré ce vote comme un affront, un manque de loyauté fédérale. Mais les négociations avaient finalement repris. Et depuis le 20 mars, le nouveau gouvernement dirigé par Yves Leterme est en place. Fin de l'épisode de BHV ? Et bien non...

BHV revient à la Chambre

Le 8 mai, les partis flamands, cette fois en séance plénière de la Chambre, ont voté la scission de BHV. Sans que le gouvernement d'Yves Leterme puisse l'en empêcher. Généralement en effet, la Chambre ne vote pas contre les travaux du gouvernement. Et généralement, les Flamands majoritaires ne votent pas contre les francophones. Une communauté qui s'estime lésée par un vote peut tirer la sonnette d'alarme. C'est ce qu'a fait la COCOF, la Commission communautaire française de Bruxelles.

Mais Yves Leterme a bien du mal à jouer son nouveau rôle de Premier ministre. D'un côté, il défend au sein de son parti des positions dures qu'il ne pourra pas imposer au gouvernement. De l'autre, il cherche des accords entre partis du gouvernement. Il ne parvient pas à défendre et à imposer, auprès des membres de son propre parti, les accords pris entre partis partenaires du gouvernement. Il subit des pressions dans son propre parti. Surtout de la NVA. Résultat, son rôle est mis en cause... Et certains hommes politiques se verraient bien à sa place dans le rôle de Premier ministre. On attend la suite...